



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
28 novembre 2025
Français
Original : anglais

Seizième session

Genève

20-23 octobre 2025

Priorités stratégiques et nouvelles orientations des politiques d'investissement et des politiques entrepreneuriales

Table ronde ministérielle

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. À l'ouverture de la table ronde, la Secrétaire générale de la CNUCED a dit que l'investissement mondial continuait de reculer, en particulier dans des secteurs essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable. Si le commerce et l'économie avaient fait preuve de résilience, mais restaient instables. Il était donc urgent d'orienter les investissements vers les pays qui en avaient le plus besoin. L'intelligence artificielle avait le potentiel d'attirer de nouveaux investissements, mais il restait aux pays à renforcer leurs capacités pour pouvoir tirer pleinement parti des technologies émergentes. La Secrétaire générale de la CNUCED a demandé aux États de concevoir des dispositions stratégiques cohérentes qui tirent parti des tendances économiques et technologiques actuelles, tout en cherchant à lever les obstacles encore présents et à réduire les inégalités chroniques.
2. La table ronde a consisté en deux réunions-débats. Ont participé à la première réunion-débat : le Ministre du commerce et de l'entrepreneuriat (Botswana) ; le Vice-Ministre chargé de la coopération internationale, du Ministère des affaires étrangères (Royaume des Pays-Bas) ; la Vice-Ministre chargée du commerce, du Ministère du commerce (Arabie saoudite) ; la Secrétaire d'État au commerce, du Ministère de l'économie, du commerce et des entreprises (Espagne). Ont participé à la deuxième réunion-débat : la Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme (Colombie) ; le Ministre du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi (Gambie) ; le Secrétaire d'État au commerce extérieur et à la coopération au développement, du Ministère des affaires étrangères et des affaires européennes (Croatie) ; le Vice-Ministre chargé de la planification du développement national (Indonésie).
3. Au cours de la première réunion-débat, le thème retenu a été examiné sous l'angle de différents pays.
4. Les participants ont mis en évidence des objectifs prioritaires communs, notamment la nécessité urgente de restaurer la confiance et la stabilité, fondements de l'investissement, et ont invité à rendre les politiques plus prévisibles, les réglementations plus claires et la coopération multilatérale plus solide. Se référant au *Rapport sur l'investissement dans le monde*, les intervenants ont souligné que le partage des connaissances et le renforcement des capacités étaient essentiels pour aider les pays en développement à concevoir des cadres d'investissement efficaces. À cet égard, la CNUCED se révélait une partenaire de premier plan, qui fournissait une assistance technique et agissait en dépositaire des meilleures pratiques.



5. Les intervenants sont convenus qu'il importait de faciliter les investissements, notamment par le développement de plateformes numériques, à des fins d'efficience et d'inclusion. Il ont considéré que les guichets uniques et les plateformes d'enregistrement des entreprises et d'octroi de licences, entre autres outils, étaient essentiels à la promotion de l'entrepreneuriat et à l'accroissement de la compétitivité internationale.

6. Chaque intervenant a rendu compte de l'acquis de son pays. Un intervenant a présenté la stratégie de diversification de son pays, qui était axée sur l'innovation, la création d'emplois, l'aide aux petites entreprises nationales et la transformation numérique. Un autre intervenant a dit que son pays adoptait une approche combinée pour l'aide, le commerce et l'investissement, et que le développement des infrastructures, la levée des restrictions commerciales internationales pour les petites et moyennes entreprises et la réduction du risque contribuaient à la promotion de l'investissement et à la croissance régionale en Afrique. Un autre intervenant a insisté sur l'importance d'un projet gouvernemental clair, d'un cadre réglementaire favorable, d'un dialogue entre le secteur public et le secteur privé et d'une base factuelle à l'élaboration des politiques. Un autre intervenant a dit qu'il fallait attirer des investissements de qualité et a souligné l'importance de la promotion et de la facilitation de l'investissement, de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des partenariats public-privé, y compris des mécanismes d'investissement conjoint.

7. Conscients de l'intérêt des données et des conseils stratégiques fournis par la CNUCED, les intervenants ont invité l'organisation à renforcer encore ses activités d'assistance technique, en particulier pour ce qui était de développer les capacités d'investissement et les capacités entrepreneuriales, de soutenir les petites et moyennes entreprises et les entreprises détenues par des femmes, et de favoriser une croissance inclusive et durable fondée sur la confiance, la technologie et la collaboration.

8. Au cours de la deuxième réunion-débat, les participants ont parlé de la manière dont leurs pays entendaient accroître les investissements et faire progresser l'entrepreneuriat.

9. Les intervenants ont passé en revue les stratégies visant à renforcer les cadres d'investissement et d'entrepreneuriat pour parvenir à un développement inclusif et durable. Tous les intervenants sont convenus que les investissements ne pouvaient pas être durables sans une gouvernance crédible et une vision nationale commune, dans laquelle les politiques faisaient de la durabilité un facteur de compétitivité.

10. Plusieurs intervenants ont dit que la durabilité devait être au centre des stratégies nationales de développement ainsi que des politiques d'investissement et des politiques entrepreneuriales. Les intervenants ont parlé d'aides à l'investissement subordonnées à la création d'emplois, à la création de valeur ajoutée et au développement des compétences. Ils ont aussi parlé de mesures incitatives dans des secteurs clés, notamment ceux qui étaient liés à la transition énergétique et à la transition numérique. Ils ont insisté sur l'importance de politiques d'investissement et de promotion de l'entrepreneuriat qui favorisent l'inclusion et ciblent les jeunes et les femmes. Un intervenant a ajouté que la croissance économique devrait aller de pair avec la justice sociale, ce qui supposait que les pays renforcent leurs capacités pour mener à bien la transition énergétique de façon équitable et inclusive.

11. Un autre intervenant a souligné que les pays structurellement défavorisés avaient besoin de politiques d'investissement intelligentes qui assoient leur crédibilité et suscitent la confiance des investisseurs. Il a ajouté qu'il était important de faire participer la diaspora au moyen des outils numériques. Il a remercié la CNUCED pour l'appui qu'elle avait apporté à son pays, en le soumettant à un examen de la politique d'investissement, en l'aidant à élaborer une politique entrepreneuriale centrée sur l'autonomisation des femmes, le développement des compétences et la promotion des industries créatives, et en lui montrant, dans le cadre du programme Empretec, comment développer le secteur des entreprises.

12. Un autre intervenant a fait observer que, pour attirer et retenir les investissements, il fallait jeter des bases solides : il fallait que le climat d'affaires soit sain, les institutions transparentes et les services publics efficaces. Il a considéré que la stabilité, l'ouverture des marchés et les partenariats, notamment au moyen d'accords de libre-échange et par l'intermédiaire d'organisations internationales, étaient des objectifs prioritaires. Il a affirmé que la CNUCED, par ses travaux d'analyse et ses données stratégiques, apportait une contribution précieuse à l'élaboration de politiques à partir de données factuelles.

13. Un autre intervenant a insisté sur l'importance de résultats macroéconomiques stables et de politiques qui favorisent l'innovation, la durabilité et l'inclusion. Il a indiqué que son pays s'efforçait de progresser dans les chaînes de valeur mondiales et de promouvoir la finance verte, le recours au numérique et le développement du contenu local. Il a dit que les pays en développement avaient besoin de partenariats solides pour parvenir à une transformation durable et à une prospérité partagée.

14. Les intervenants sont convenus de l'importance de politiques cohérentes, de l'innovation, de la confiance et de la coopération multilatérale lorsqu'il s'agissait de mettre l'investissement et l'entrepreneuriat au service du développement durable. Ils ont insisté sur l'espace de dialogue et d'aide stratégique que la CNUCED n'avait cessé d'être en matière d'investissement pour le développement.
